

Discours de William P. Rogers sur la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Europe (Bruxelles, 6 décembre 1969)

Légende: Le 6 décembre 1969, à l'occasion des célébrations à Bruxelles du vingt-cinquième anniversaire de l'Association belgo-américaine, William Rogers, secrétaire d'État américain, passe en revue les options de la politique étrangère des États-Unis compte tenu du nouveau climat de détente internationale en Europe.

Source: Europe. Documents. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 09.12.1969, n° 551. Bruxelles. "La politique américaine et l'Europe après l'appel du Pacte de Varsovie et après le Sommet de La Haye", auteur:Rogers, William, P. , p. 1-4.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_william_p_rogers_sur_la_politique_etrangere_des_etats_unis_a_l_egard_de_l_europe_bruelles_6_decembre_1969-fr-de3f76da-0b04-4073-949b-4ff61ac3209e.html



Date de dernière mise à jour: 06/03/2017

Discours de William P. Rogers (Bruxelles, 6 décembre 1969)

I.

Le présent auditoire me semble être particulièrement bien choisi pour évoquer brièvement devant lui certains aspects de la politique américaine - et je suis honoré d'être ici ce soir.

Comme vous le savez, nous assistons à un accroissement constant d'échanges commerciaux et technologiques, d'idées et d'hommes par-delà l'Atlantique; à l'association des Américains et des Européens au sein d'entreprises industrielles et commerciales; à l'apparition d'un marché atlantique des capitaux d'investissements. Les échanges avec l'Europe Occidentale représentent à peu près un tiers du volume du commerce extérieur des Etats-Unis. Cette évolution a considérablement renforcé, depuis la Deuxième Guerre Mondiale les liens entre l'Ancien et le Nouveau Monde.

De fait, ces liens toujours plus nombreux entre l'Europe et l'Amérique constituent un des éléments les plus significatifs de l'évolution des affaires mondiales. Ils représentent aussi un modèle de coopération internationale constructive.

II.

Il y a maintenant près de vingt ans que le Président Truman a autorisé le retour de troupes américaines en Europe pour créer, en association avec nos alliés, un système de sécurité collective. Depuis cette date, ce système assure la sécurité de l'Europe. Le monde ayant changé considérablement depuis, certains demandent alors si le moment n'est pas venu pour que les troupes américaines soient ramenées au pays.

Je puis vous dire ce soir que la réponse est non. Le Président des Etats-Unis estime que l'engagement des Etats-Unis envers l'Europe doit rester valable et puissant. Ce jugement est partagé par la majorité des Américains. Nos réunions à l'OTAN ont montré clairement également que nos alliés européens le partagent aussi.

Maintenant que nous entrons dans une ère de négociations, il importe que pas plus nos alliés, que nos adversaires, ne nourrissent de doutes sur la permanence de notre engagement envers l'Europe Occidentale. Je suis heureux de pouvoir donner cette assurance, ce soir.

Nous sommes persuadés aujourd'hui, comme nous l'étions en 1950, que l'Europe, plus que toute autre région du monde, est essentielle à la sécurité des Etats-Unis. Selon les termes employés par le Président, "Ici, en Amérique, nous continuons à considérer la sécurité de l'Europe comme la notre propre". C'est parce que nous sommes pénétrés de cette conviction que nous avons l'intention de maintenir en Europe un niveau de forces considérables, et nous avons précisé clairement notre intention de maintenir nos forces d'intervention en Europe à un niveau sensiblement égal à ce qu'il est actuellement, jusqu'au milieu, au moins, de l'année 1971.

Mais ceux de mes compatriotes qui pensent que nos forces en Europe devraient être réduites, prétendent que les Américains supportent davantage que leur juste part du fardeau total de la sécurité occidentale. Ils disent qu'une répartition plus équitable de cette charge, qui tient compte du potentiel accru des Alliés européens depuis dix ans, est possible.

Nous savons parfaitement que nos alliés de l'OTAN ont dépensé plus de 24 milliards de dollars pour la défense en 1968, et qu'ils ont sous les armes plus de deux millions d'hommes. Mais nous pensons également que ceux qui, en Amérique, réclament une contribution européenne accrue aux charges financières qu'entraîne le maintien de notre sécurité commune, ont quelques raisons de l'affirmer. On admet généralement, non seulement en Amérique, mais aussi en Europe, qu'actuellement cette charge n'est plus équitablement répartie.

Si des progrès sont réalisés sur la voie d'un meilleur équilibre, nous serons mieux en mesure de maintenir

nos propres engagements d'effectifs en Europe. Des progrès sont réalisés. Dix nations de l'OTAN sont convenues d'augmenter substantiellement leurs budgets de défense l'année prochaine. Durant la réunion ministérielle un certain nombre de pays sont convenus de développer leurs systèmes de défense aérienne; d'autres sont convenus d'augmenter l'assignation au Commandement Allié de forces nationales existantes. Par conséquent, je crois qu'il est correct de dire que l'OTAN sera en mesure de maintenir la paix dans la zone.

III.

Il est parfaitement clair, et c'est un fait admis par tous les pays de l'OTAN, que des forces de dissuasion puissantes sont nécessaires à notre sécurité collective. Mais nous devons également chercher à renforcer davantage encore notre sécurité en cherchant à éliminer les problèmes qui sont à l'origine de l'insécurité.

Nous pensons qu'une occasion s'offre à nous maintenant d'entamer une période de négociations sur ces problèmes. Il importe cependant que certains principes fondamentaux soient admis avant que les négociations puissent commencer. Premièrement, quelle que soit la négociation dans laquelle s'engagent les alliés de l'OTAN, individuellement ou ensemble, la plus étroite consultation doit régner entre eux. Deuxièmement, nous devons maintenir la puissance militaire de notre alliance jusqu'à ce que nous soyons en mesure de parvenir à des accords sur des réductions de forces mutuelles et équilibrées. Troisièmement, nous devons prendre garde de ne pas confondre le processus de la négociation avec des progrès réels vers des accords, et nous ne devons pas nous bercer d'une fallacieuse impression de détente.

Comme vous le savez, les Etats-Unis sont déjà engagés dans un certain nombre de négociations, et ils sont prêts à en engager d'autres pour autant que s'offrent des perspectives de parvenir à des accords significatifs. Nous avons estimé, par exemple, qu'il s'offrait des perspectives de négociations utiles dans le domaine des armements, où des intérêts mutuels existent clairement.

- Au cours des derniers jours, avec sa ratification par les Etats-Unis et l'Union Soviétique, et sa signature, par la République Fédérale, nous approchons de l'entrée en vigueur du Traité de Non-Prolifération Nucléaire - produit précieux d'un long processus de négociation.

- Les Etats-Unis et l'Union Soviétique se sont mis d'accord et ont proposé à l'Assemblée Générale des Nations Unies un projet de traité destiné à interdire le déploiement des armes nucléaires sur les sols océaniques - comme nous l'avons déjà fait pour l'espace extra-atmosphérique.

- Et nous sommes engagés depuis trois semaines, avec l'Union Soviétique, dans des discussions préliminaires à des Pourparlers sur la Limitation des Armements Stratégiques.

Nous abordons ces discussions sur les armements stratégiques dans un esprit sérieux. Nous voulons mettre un terme à l'accumulation, fruit de la compétition, de systèmes d'armements toujours plus perfectionnés qui ne peuvent plus apporter quoi que ce soit de déterminant pour la sécurité de l'un ou de l'autre camp. Nous voulons limiter, et si possible réduire, de part et d'autre la panoplie des armes stratégiques existantes.

Les entretiens préliminaires d'Helsinki ont pris un bon départ. L'atmosphère a été celle de discussions d'affaires sans polémiques. Nous pensons que la série d'entretiens préliminaires sera terminée d'ici quelques semaines, et fournira ainsi une base pour l'ouverture rapide de discussions sur le fond.

Ces mesures pour empêcher la dissémination et pour réduire le niveau des armements nucléaires impliquent nécessairement des discussions bilatérales entre les deux principales puissances nucléaires. Nous consulterons de manière approfondie nos alliés atlantiques et nous ne comptons prendre aucune mesure susceptible d'affaiblir leur sécurité - qui, en fait, est notre sécurité.

Entre temps, la recherche de solutions aux problèmes politiques qui continuent de diviser l'Europe constitue une tâche essentielle de l'Alliance. C'est là une tâche à laquelle les alliés ont donné une importance égale à celle de la dissuasion militaire. Telle est la politique constante de l'OTAN depuis qu'a été adoptée en 1967

l'étude sur les Taches futures de l'Alliance, entreprise à l'initiative de l'éminent Ministre belge des Affaires étrangères, M. Pierre Harmel.

Pendant de longues années, l'OTAN a sérieusement étudié le difficile problème de savoir comment la sécurité en Europe, qui repose sur un équilibre des armements à un niveau élevé pourrait être maintenue avec de part et d'autre un niveau moins élevé et moins coûteux de ces mêmes armements. Depuis juin 1968, elle a clairement exprimé sa conviction que des réductions mutuelles de forces pourraient contribuer de manière significative à la réduction des tensions.

Hier, les Ministres des Affaires Etrangères de l'OTAN ont publié une déclaration dans laquelle ils soulignent l'absence de réponse à notre offre de rechercher une réduction des forces, mutuelles et équilibrées, de part et d'autre de la ligne qui continue à diviser l'Europe de manière arbitraire et artificielle.

Néanmoins, dans l'espoir qu'à un certain moment nous recevrons une réponse positive de l'autre côté, nous avons maintenant donné pour instructions aux autorités compétentes de l'OTAN de préparer des schémas précis de réductions de ce genre, et avons réaffirmé notre conviction qu'un accord dans ce domaine constituerait une autre étape importante vers la fin de la course aux armements. Nous espérons que les pays du Pacte de Varsovie marqueront un jour leur intérêt pour cette proposition.

Entre temps, les Trois Puissances qui assument en Allemagne des responsabilités particulières cherchent à nouer avec l'Union Soviétique des discussions pour tenter d'améliorer la situation à Berlin. Et la République Fédérale d'Allemagne a pris d'utiles initiatives nouvelles pour établir des contacts avec les Etats d'Europe de l'Est et avec l'Allemagne de l'Est afin de surmonter les obstacles qui ont provoqué de sérieuses tensions dans la vie politique de l'Europe Centrale depuis une génération.

Nous continuerons d'explorer toutes les possibilités qui s'offrent d'améliorer les relations Est-Ouest, de résoudre les problèmes grands ou petits, et d'assurer à tous une sécurité accrue. Les Etats-Unis continueront à jouer dans ce domaine un rôle actif, en concertation avec leurs alliés.

L'Occident a pris de nombreuses initiatives dans la recherche d'une sécurité durable en Europe. Les Alliés ont déjà énuméré un certain nombre de domaines qui offrent d'amples possibilités au Pacte de Varsovie de montrer son intérêt pour des négociations constructives. Nous accueillerions avec satisfaction, par exemple,

- une preuve de la volonté soviétique d'améliorer la situation à Berlin et autour de Berlin.
- Des réponses constructives aux efforts de la République Fédérale pour instaurer un meilleur modus vivendi entre les deux parties de l'Allemagne et pour conclure des accords bilatéraux sur la renonciation du recours à la force.
- Une réponse positive du Pacte de Varsovie à nos propositions répétées de réductions mutuelles et équilibrées des forces.

Mais tandis que l'OTAN précisait les problèmes sur lesquels l'Est et l'Ouest pourraient négocier pour parvenir à une sécurité accrue et à une réduction des tensions, quelle était la réponse du Pacte de Varsovie? Il a proposé une conférence de sécurité européenne fondée sur ce qui semble bien être un agenda nébuleux et imprécis.

Quels sont les objectifs de l'Union Soviétique en proposant une telle conférence?

Veut-elle s'attaquer de manière réaliste aux problèmes qui divisent l'Europe, ou cherche-t-elle à ratifier la division actuelle de l'Europe?

Cherche-t-elle à jeter un voile sur l'asservissement de la Tchécoslovaquie?

Cherche-t-elle à se servir d'une conférence pour renforcer son contrôle sur les politiques commerciales des autres membres du Pacte de Varsovie?

Cherche-t-elle à se réserver le droit d'intervenir en Europe de l'Est?

Ce sont des questions auxquelles il faudra répondre avant que des négociations significatives puissent être entamées.

Quant à nous, nous voulons, bien sûr, un meilleur système européen de sécurité que celui que nous avons, si nous pouvons le trouver. Nous voulons résoudre les problèmes politiques fondamentaux. Mais les propositions du Pacte de Varsovie ne concernent pas ces problèmes fondamentaux. Ce qui est proposé ne peut en aucune manière être décrit comme une conférence sur la sécurité. Les Pays du Pacte de Varsovie se sont contentés de suggérer – primo: qu'une conférence discute d'un accord Est-Ouest sur le principe du non recours à la force - qui constitue depuis plus de vingt ans un principe de base de la Charte des Nations Unies, de sorte qu'une nouvelle déclaration n'aurait aucune signification; secundo: des échanges commerciaux ou techniques accrus pour lesquels on peut toujours recourir aux voies diplomatiques normales.

Nous sommes opposés en pratique à tout exercice irréaliste ou prématuré qui pourrait amener des déceptions et peut-être même à une détérioration des relations Est-Ouest. Nous serions favorables à une négociation qui offrirait un espoir réaliste d'une réduction des tensions en Europe. Mais, nous ne participerons pas à une conférence qui aurait pour effet de ratifier ou d'acquiescer à la doctrine Brejnev.

IV.

J'ai fait allusion, à plusieurs reprises, à l'importance d'une Alliance occidentale forte et saine. Mes collègues de l'OTAN et moi-même venons de tenir une session ministérielle pleinement réussie.

Nous coopérons non seulement à la défense commune, mais aussi à la recherche en commun de solutions positives aux problèmes politiques. Je pense qu'au cours de ce processus, l'organe politique de l'Alliance développe un talent pour la diplomatie créatrice qui n'a pas plus de précédents que l'unité atteinte dans le domaine de la sécurité collective.

Enfin, il y a une autre dimension de notre alliance qui ne devrait pas manquer d'attraits pour la jeunesse, de part et d'autre de l'Atlantique. Nous en sommes venus à reconnaître qu'il valait la peine de nous assurer que ce que nous avons défendu valait bien cet effort.

On s'éveille dans nos sociétés à la dégradation de notre environnement. Il a été décidé, au sein du Conseil de l'Atlantique Nord, d'unir ses efforts dans la recherche des moyens non seulement de défendre, mais d'améliorer la qualité de notre environnement et de la vie de nos populations. La semaine prochaine, les experts des pays de l'OTAN se réuniront à Bruxelles pour entreprendre cette tâche constructive et créatrice pour l'Alliance.

V.

Je ne voudrais pas quitter Bruxelles, la capitale de la Communauté Européenne sans mentionner que les Etats-Unis se réjouissent de l'impulsion nouvelle, venue de La Haye cette semaine, en vue de l'approfondissement et de l'élargissement de l'unification européenne. Nous voyons là une étape importante vers la réalisation de l'ensemble des potentialités constructives de l'Europe. Une communauté européenne élargie reflèterait plus fidèlement que ce n'est le cas aujourd'hui la réalité de l'influence et du potentiel collectifs de l'Europe - non seulement dans un contexte atlantique, mais dans les affaires du monde en général.

VI.

Permettez-moi de conclure en évoquant un sujet qui préoccupe beaucoup d'Européens. Est-ce que les Etats-Unis sont en train de se dégager de leurs obligations envers la communauté internationale? Y a-t-il un danger de voir surgir un "néo-isolationnisme" aux Etats-Unis?

Ici encore, la réponse est non. Il est exact que beaucoup d'Américains sont inquiets, et cette inquiétude se manifeste surtout dans certaines déclarations au Congrès, devant ce qu'ils considèrent comme un excès d'engagements américains dans le monde. L'urgence des problèmes critiques de nos villes et l'anachronisme qu'il y a à voir subsister des poches de pauvreté au sein de l'abondance se fait sentir de manière accrue. Ceci,

bien sûr, est renforcé par les problèmes qui proviennent de notre engagement envers la République du Vietnam. Ces préoccupations détournent l'attention de certains d'entre nous des affaires mondiales et encouragent une tendance à regarder vers l'intérieur.

Il est de fait que le moment est venu où la "présence" américaine à l'étranger sera soumise à un examen critique plus sévère au Congrès. L'Administration, elle aussi, continue à revoir notre politique à la lumière des nécessités actuelles.

En Asie, par exemple, bien que nous ayons l'intention d'honorer pleinement nos engagements - et les traités nous imposent en Asie des responsabilités que nous honorerons - nous pensons qu'une part accrue du poids de la sécurité devrait être assumée par les Asiatiques.

Il serait néanmoins entièrement erroné de considérer cela comme un retour à un nouvel isolationnisme ou même à un pas dans cette direction. Il s'agit d'un internationalisme pratique adapté aux nécessités changeantes de notre époque.

A l'âge de l'Espace, les problèmes que nous avons ont trait à notre désir de réduire notre présence à l'étranger. Nous n'avons aucun intérêt dans la domination. Partout où nous avons fait état de notre désir de réduire notre présence, les populations affectées ont indiqué qu'elles voudraient que nous restions. Le problème de l'Union Soviétique est simplement le contraire. L'Union Soviétique veut rester dans des régions où les populations affectées préféreraient qu'elle parte. Le peuple américain est plus conscient que jamais que le monde est unitaire. Le Gouvernement des Etats-Unis est plus conscient que jamais du fait de l'interdépendance des nations.

Nous pensons - et notre politique demeurera fondée sur cette conviction que nous devons maintenir notre participation active au sein de la Communauté internationale, que c'est la condition indispensable pour soutenir l'ordre mondial au cours des prochaines décennies.